

# L'ACTION DE L'ÉTAT EN LOIRE-ATLANTIQUE 2017



SIMPLIFIER

ACCUEILLIR

SÉCURITÉ

ACCOMPAGNER

INN

INVESTIR

SOUTENIR

TRANS

TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE

AMÉNAGER

INTER COM

COHÉSION SOCIALE

ENTREPRENDRE

OVER

ÉGALITÉ  
RÉPUBLICAINE

FORMER

COLLECTIVITÉS

MOBILITÉS

MUNALITÉS



ÉDITO

Les agents de l'État, par leur engagement et leur professionnalisme, portent l'action publique en tous points de notre département.

C'est avec fierté qu'ils se joignent à moi pour porter ce regard non exhaustif sur les actions concrètes qu'ils ont conduites au bénéfice du territoire et ce, en étroite collaboration avec nos partenaires.

Avec 12 000 habitants supplémentaires chaque année en Loire-Atlantique, le développement et la transformation du territoire sont deux champs où l'action a été intense en 2017 : planification de l'espace, soutien à l'habitat et la construction, gestion des ressources naturelles et de la biodiversité, transition énergétique et numérique...

La mission régalienne de sécurité des personnes et des biens et de protection des populations a été assurée avec engagement et professionnalisme par l'ensemble des services concernés.

Dans leur diversité, les services de l'État continueront de s'engager et de mobiliser les forces vives de l'économie, de l'emploi, de la culture, de l'éducation, de l'environnement et du logement avec comme objectifs de garantir la sécurité, d'aider à la transformation des territoires et de faire progresser la cohésion sociale.

La Préfète,  
**Nicole KLEIN**



# GARANTIR LA SÉCURITÉ DE TOUS



La sécurité des personnes et des biens est l'un des axes prioritaires qui animent l'action de la préfecture et des services de l'État : la garantie de la sécurité constitue la condition préalable à l'exercice de toute activité et au bon fonctionnement de la société.



*Mercredi 15 novembre 2017. Les services de secours et forces de l'ordre ont été mobilisés, dans un établissement scolaire de Héric, dans le cadre d'un exercice d'intervention et de coordination en cas d'attaque terroriste.*

## ▶ LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET LA PRÉVENTION DE LA RADICALISATION

En 2017, la cellule départementale de suivi pour la prévention de la radicalisation et l'accompagnement des familles a examiné 101 dossiers.

Le 30 novembre 2017, un protocole de coordination a été signé avec les maires de Nantes et Saint-Herblain, le Centre hospitalier universitaire de Nantes et les procureurs

de la République, afin de sécuriser les bâtiments hospitaliers et sensibiliser l'ensemble des personnels à la détection précoce de la radicalisation et aux réactions les plus appropriées en cas d'attaque terroriste.

## ▶ LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLICE DE SÉCURITÉ DU QUOTIDIEN

Le Gouvernement a lancé, en octobre 2017, un nouveau modèle de sécurité : la police de sécurité du quotidien. En Loire-Atlantique, une première phase de concertation a été lancée le 10 novembre, avec pour objectif de permettre aux forces de l'ordre et aux partenaires locaux de donner leur avis et de mettre en avant leurs retours d'expérience de terrain.

Au terme de cette phase, la Loire-Atlantique a été retenue parmi les départements les mieux accompagnés. Les quartiers nantais et herblinois des Dervallières, de Malakoff et de Bellevue, désignés, le 8 février 2018, en tant que « quartiers de reconquête républicaine », feront l'objet d'une action renforcée.

En 2017, 39 projets locaux servant la lutte contre la criminalité et la délinquance ont été subventionnés par l'État, à hauteur de 310 000 euros.

## ▶ LA LUTTE CONTRE L'INSÉCURITÉ ROUTIÈRE

En 2016, 73 personnes sont décédées sur les routes du département. Ce bilan est en baisse en 2017 (59 personnes).

L'action de l'État contre l'insécurité routière s'est poursuivie par l'organisation d'actions de prévention et de sensibilisation, avec le soutien des services de l'État concernés et des associations. Le 10 mars 2017, un colloque a réuni le délégué interministériel, la préfecture, mais aussi l'ensemble des intervenants départementaux et de nombreux experts de la sécurité routière en Loire-Atlantique.

En 2017, la consommation d'alcool était impliquée comme cause principale ou aggravante dans 20 % des accidents mortels dans le département. Régulièrement, des opérations de prévention routière sont conduites, dans la continuité de la campagne de prévention « Fauchouse 44 », présente sur les réseaux sociaux.



**659 accidents  
en 2017**

**-27%**  
entre 2010 et 2017

**59 personnes  
tuées en 2017**

**-24%**  
entre 2010 et 2017

## ▶ LA LUTTE CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES

14 homicides, 332 viols et 425 agressions à caractère sexuel sont à déplorer dans le département en 2017. L'État s'est investi pour mobiliser les acteurs locaux en vue de mieux combattre ces violences. Des progrès significatifs ont été réalisés grâce à eux, et à des plans nationaux ambitieux.

Le 25 novembre 2017, Journée mondiale de lutte contre les violences faites aux femmes, le Président de la République a qualifié officiellement l'égalité entre les femmes et les hommes de Grande cause nationale.

Le 27 novembre 2017, le protocole départemental de mobilisation et de lutte contre les violences faites aux femmes a été signé par l'État et le Conseil départemental de la Loire-Atlantique.

Il décline dans le territoire, pour trois ans, le plan national et ses trois objectifs majeurs : d'une part, répondre à la diversité des situations et des formes de violence, d'autre part, prévenir les violences en luttant contre le sexisme et la récurrence, enfin, consolider le parcours de sortie des violences des femmes qui en sont victimes.



Mardi 4 avril 2017. Les communes de Nantes, Saint-Herblain, Bouguenais et Indre sont mobilisées sur un exercice grandeur réelle, qui s'est déroulé au sein de la société Brenntag à Saint-Herblain.

## ▶ GARANTIR LA SÉCURITÉ CIVILE ET LA SÉCURITÉ SANITAIRE

La Loire-Atlantique présente la particularité d'être exposée à des risques naturels (inondations, submersion marine, glissements et mouvements de terrain, séismes), des risques technologiques (rupture de barrage, transport de matières dangereuses), et des risques liés aux infrastructures industrielles (13 sites Seveso en seuil haut).

Pour les prévenir et y faire face, l'État a poursuivi l'élaboration de plans d'organisation des secours. Le dossier départemental des risques majeurs a été adopté, et 5 exercices ont été organisés dans l'année.

La stratégie locale de gestion du risque inondation a été déployée, en étroite collaboration avec les collectivités territoriales et intercommunalités concernées (Nantes Métropole, CARENE, Cap Atlantique).

Un plan de gestion du risque de grippe aviaire a, par ailleurs, été validé en 2017.

L'État veille au strict respect des mesures de biosécurité concernant l'élevage et le transport des animaux de ferme.



Octobre 2017. Dans le cadre du dispositif ORSEC maritime, la préfecture maritime de l'Atlantique a organisé un exercice majeur d'assistance à navire en difficulté (ANED) et de lutte contre une pollution maritime par hydrocarbure (POLMAR), le long de la façade maritime Atlantique. Cet exercice a été réalisé en coordination avec la préfecture de la zone de défense et de sécurité « Ouest », la préfecture de la zone de défense et de sécurité « Sud-Ouest », la préfecture de la Charente-Maritime, la préfecture de la Loire-Atlantique et la préfecture de Vendée.



## VOTRE SÉCURITÉ EN LOIRE-ATLANTIQUE

Pour assurer votre sécurité :

- **1 500 policiers**
  - **1 300 gendarmes,**
  - **4 500 sapeurs-pompiers**
- sont mobilisés dans le département.



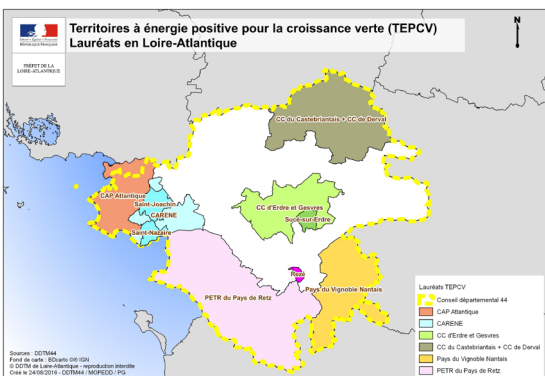


Pour conforter leur mobilisation, les collectivités territoriales ont été accompagnées par les services de l'État dans l'élaboration des plans climat air-énergie territoriaux (PCAET). Un séminaire a été organisé à l'intention des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre. Un réseau départemental destiné à l'accompagnement des collectivités a été mis en œuvre autour des services de l'État, du syndicat départemental d'énergie de la Loire-Atlantique, du département de la Loire-Atlantique, d'Air Pays de la Loire, de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie et de la région Pays de la Loire.



10 Novembre 2017. Séminaire PCAET.

Les territoires labellisés bénéficient d'aides à l'investissement du fonds de la transition énergétique (d'un montant compris entre 500 000 et 1 000 000 d'euros), destinées à financer les actions en faveur de la transition énergétique.



8 collectivités ont été lauréates du label « Territoires à énergie positive pour la croissance verte » en 2017.

9 territoires désignés en 2015 et 2016 ont fait l'objet d'un accompagnement. Le montant total des subventions s'élève à 8 711 646 euros, hors dispositif « certificat d'économie d'énergie ».

### ▶ L'ACCOMPAGNEMENT DES AGRICULTEURS ET DES VIGNERONS

Afin de maintenir le potentiel de production agricole, d'aider l'installation des agriculteurs, de promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement, ou pour accompagner les exploitations touchées par les crises climatiques, sanitaires ou économiques, l'État met en œuvre les dispositifs d'aides financières qu'il a construits avec l'Europe et les collectivités.

**110 millions d'euros d'aides de la politique agricole commune ont été versés à 2 800 éleveurs, représentant 4 300 exploitations.**

Les services de l'État restent mobilisés, avec leurs partenaires habituels, pour soutenir et accompagner les agriculteurs en difficulté, notamment en cas d'événements climatiques.



## FOCUS

### LES AGRICULTEURS ET VIGNERONS EN LOIRE-ATLANTIQUE

Saviez-vous que la Loire-Atlantique compte **270** exploitations maraîchères, **450** viticoles et salicicoles ?

### ▶ LA PRÉSERVATION DE LA RESSOURCE EN EAU

L'amélioration de la qualité de l'eau est l'un des objectifs prioritaires de la politique de transition écologique.

Elle s'appuie sur la prise de compétences « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) par les établissements publics de coopération intercommunale effective depuis le 1er janvier 2018, l'adoption du programme d'actions opérationnel territorialisé, l'évaluation annuelle de la conformité des systèmes d'assainissement et l'adoption de dix arrêtés préfectoraux réglementant l'usage de l'eau. Près de 160 missions de surveillance du respect de ces arrêtés ont été diligentées.

L'objectif prioritaire est l'amélioration de la qualité des masses d'eau, tout particulièrement de 6 d'entre elles, avec la mobilisation des collectivités.

### ▶ L'AMÉLIORATION DES INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES ET FERROVIAIRES

Les travaux d'infrastructure de l'aménagement du périphérique nord de Nantes, entre les portes d'Orvault et de Rennes, ont été engagés au printemps 2017. Ce chantier, complexe compte-tenu de l'important trafic, est organisé afin de limiter au maximum la gêne de l'utilisateur. Le coût des travaux s'élève à 12,5 millions d'euros.

Concernant la RN 171, les travaux de protection acoustique sur la commune de Trignac ont été achevés à l'été 2017. 4 écrans permettent de limiter les nuisances sonores pour les riverains. En fin d'année, 5 nouveaux écrans ont été installés sur la commune de Montoir.

**Les travaux de la déviation de Bouvron**, dont le coût est estimé à 15 millions d'euros, ont débuté en 2017. Il s'agit de la réalisation de 3 ouvrages d'art, 3 carrefours giratoires et des premières mesures compensatoires environnementales. Les travaux de cette déviation de 4 km de longueur, comprenant un créneau de dépassement à 2x2 voies, vont se poursuivre par la réalisation de la section courante. Ces travaux, attendus par la population et les collectivités, amélioreront la circulation sur la RN 171.



Lancement des travaux d'aménagement de la déviation de Bouvron, en présence de Monsieur Mohamed SAADALLAH, sous préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis et de Monsieur le maire de Bouvron.

**Les travaux de la gare de Nantes** ont démarré en septembre 2017, faisant suite à la mise en place de la base chantier et aux travaux des concessionnaires de réseaux sur le parvis nord. L'ensemble des fonctionnalités du pôle d'échanges multimodal a été revu pour tenir compte de l'avancement des travaux de la gare mezzanine. La gare rou-



15 décembre 2017. Inauguration de la centrale solaire thermique à Châteaubriant.

tière provisoire a été aménagée, fin août, sur le parvis sud. Les déplacements automobiles et les taxis ont fait l'objet de plans de circulation spécifiques et les stationnements ont été entièrement repensés. La pose de la première pierre est intervenue le 6 décembre 2017. L'État poursuit son rôle de facilitateur et de coordinateur des différentes maîtrises d'ouvrage. Au titre du contrat de plan État-Région, du fonds de soutien à l'investissement local et de l'appel à projet « transports collectifs et mobilité durable », l'intervention de l'État s'est portée à 9,4 millions d'euros.

## ► LE SOUTIEN AUX GRANDS PROJETS

**Le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire**, premier port de la façade atlantique française, quatrième port national, s'insère dans un tissu industriel dense, avec la présence d'entreprises Seveso.

Au titre du contrat de plan État-Région 2015-2020, les engagements financiers de l'État s'élèvent à 28,275 millions d'euros.

Dans le cadre de son projet stratégique, le Grand Port Maritime de Nantes Saint-Nazaire s'est engagé dans la transition écologique. En proximité des installations portuaires de Montoir de Bretagne et de Saint-Nazaire, le site du Carnet (qui recouvre, au total, 390 hectares de réserves foncières), situé sur la rive sud de l'estuaire et en partie classé zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) ainsi que Natura 2000, a fait l'objet d'une autorisation « loi sur l'eau » permettant la réalisation d'un aménagement. En parallèle, une attention particulière est portée aux espaces naturels et à l'écosystème, qui devrait donner lieu, en 2018, à la prise d'un arrêté de biotope.



**Le projet de nouvel hôpital sur l'île de Nantes** a officiellement été validé le 3 septembre 2013, avec l'accord de financement donné par la ministre des Affaires sociales et de la Santé, dans la poursuite de l'avis positif du comité interministériel de performance et de modernisation de l'offre de soins du 16 juillet 2013 et après de nombreuses expertises.

Le contrat de maîtrise d'œuvre a été signé le 1<sup>er</sup> juillet 2015. L'avant-projet sommaire, démarré à l'automne 2015, qui a réuni plus de 850 participants au sein de 57 groupes de travail, dont des représentants des usagers, a été validé par la maîtrise d'ouvrage le 2 août 2017.

L'ouverture de tous les bâtiments du nouvel hôpital en une phase est désormais actée.

L'avant-projet définitif est en cours de validation. Le permis de construire sera déposé en 2018.

**Le projet de contournement ferroviaire** visant à réduire l'exposition de la voie ferrée de la ligne Nantes-Saint-Nazaire aux risques industriels de la raffinerie Total sur le territoire de la commune de Donges a été déclaré d'utilité publique le 17 novembre 2017.

Ce projet sécurisera le site et libérera des emprises foncières qui permettront au groupe Total d'investir, pour plus de 300 millions d'euros, dans deux nouvelles unités de désulfuration des hydrocarbures et de production d'hydrogène (Projet Horizon).

Ce projet de contournement ferroviaire s'inscrit par ailleurs pleinement dans la modernisation du Grand Port Maritime de Nantes-Saint-Nazaire. Les travaux débiteront en 2019.

**Le chantier du boulevard des Apprentis** a été engagé dans la zone industrialo-portuaire de Saint-Nazaire (livraison courant 2018). Le procédé mis en œuvre permet d'utiliser les matériaux de l'ancien boulevard et de rendre particulièrement solide la fondation de la nouvelle route.

Ces travaux permettront également aux chantiers navals STX d'agrandir leur surface de pré-montage de 30 % et de gagner 17 000 mètres carrés de superficie. Dès lors, le portique qui déplace, actuellement, des blocs d'acier de 1 400 tonnes, circulera sur

1,15 km et permettra le pré-assemblage de 24 blocs de coque au lieu de 16.

La CARENE a bénéficié de moyens financiers de l'État, à hauteur de 2 millions d'euros du fonds de soutien à l'investissement local et de 408 000 euros au titre du contrat de plan État-Région.

## ► LA POLITIQUE CULTURELLE EN LOIRE-ATLANTIQUE

En 2017, l'État s'est fortement engagé en faveur de la conservation, restauration, valorisation, sensibilisation et recherche dans les domaines du patrimoine recouvrant l'archéologie, les monuments historiques, l'architecture ou les musées.

Enfin, 7,6 millions d'euros ont été consacrés par l'État à la création et 238 000 euros aux industries culturelles en 2017. C'est un soutien significatif pour les institutions et lieux de création et de diffusion ainsi que pour les équipes artistiques.



**FOCUS**

### L'ACCOMPAGNEMENT DES PORTEURS DE PROJET

Le saviez-vous ? L'État accompagne les porteurs de projets.

Chaque projet, public ou privé, qui présente une certaine complexité au titre des procédures (installations classées, loi sur l'eau, archéologie, expropriation...) fait l'objet d'un accompagnement par les services de l'État, dans une organisation en mode « projet » et dans une démarche facilitatrice.

Un comité des procédures se réunit, en tant que de besoin, afin de déterminer les procédures à engager, de les coordonner dans un souci constant de sécurité juridique et de respect des délais.



# SOUTENIR LE DYNAMISME ÉCONOMIQUE



La Loire-Atlantique affiche une bonne santé économique. Le taux de chômage, à la fin de l'année 2017, est de 7,8 % de la population active, ce qui place le département à un taux significativement plus bas que la moyenne nationale, 9,4 % à la même date. Sur douze mois, le nombre de demandeurs d'emplois a baissé de 0,6 %.



*Le Président de la République Emmanuel Macron a réservé son premier déplacement officiel en région aux chantiers navals de Saint-Nazaire le 31 mai 2017, pour la livraison du paquebot MSC Meraviglia*

## ▶ LA DYNAMIQUE ENTREPRENEURIALE

La dynamique entrepreneuriale s'accélère dans le département. Entre 2015 et 2017, les créations d'entreprises sur le territoire de Nantes Métropole ont bondi de 17 %.

7 projets d'entreprises de l'agglomération nantaise ont été sélectionnés, entre 2011 et 2015, dans le cadre du concours iLab, concours national d'aide à la création d'entreprises développant des technologies innovantes.

Depuis 2014, 8 projets d'étudiants nantais ont été lauréats du prix national PEPITE, dispositif de soutien à la création d'entreprises innovantes par les étudiants et jeunes diplômés, dont 4 en 2017. 7 sont des entreprises encore actives aujourd'hui.

Le Meraviglia, plus grand paquebot jamais construit pour un armateur européen, représente plus de 6 millions d'heures de travail sur les chantiers navals de Saint-Nazaire, 300 000 pièces et 1 500 km de câbles. Fort de ses 315 mètres de long, 56 mètres de haut et d'un tonnage de 171 598 tonnes, il pourra accueillir 5 700 passagers et 1 540 membres d'équipage.



## FOCUS

### LES START-UPS DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

- **271** start-ups en Loire-Atlantique au 31 mars 2018. 85 % sont situées dans l'agglomération nantaise.
- **30** nouvelles créations de start-ups depuis le 31 mars 2017.
- **3** nouveaux incubateurs ou accélérateurs.
- **16** scale-ups (anciennes start-ups comptant désormais plus de vingt salariés) dans le département.



## ► UNE POLITIQUE DE L'EMPLOI DIVERSIFIÉ EN LOIRE-ATLANTIQUE

En 2017, le dispositif d'appui RH en faveur des TPE est devenu opérationnel, avec le concours des organismes paritaires collecteurs agréés, des chambres consulaires, des organisations professionnelles et du secteur de l'économie sociale et solidaire. Les petites entreprises peuvent, ainsi, bénéficier de conseils d'experts pour professionnaliser la gestion de leurs ressources humaines dans le domaine du recrutement, de la formation, voire dans la recherche de financements.

Ces structures, conventionnées par l'État, accompagnent également les TPE et PME dans les négociations des accords collectifs, à la suite de la publication des ordonnances prises en application de la loi d'habilitation à renforcer le dialogue social.

Les groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification de la Loire-Atlantique

ont également bénéficié d'un accompagnement financier, au titre des conventions promotion de l'emploi pour le recrutement en contrat de professionnalisation d'un peu plus de 100 jeunes de moins de 26 ans ou d'adultes de plus de 45 ans.

Concernant par ailleurs les créations d'entreprises, les coopératives d'activité et d'emploi (CAE) accompagnant et hébergeant juridiquement les porteurs de projet de création d'entreprise ont bénéficié du soutien de l'État dans le département. Une CAE généraliste, une autre dédiée au secteur du bâtiment et une troisième spécialisée dans les services aux personnes ont accompagné plus de 300 entrepreneurs, essentiellement des demandeurs d'emploi et des bénéficiaires des minimas sociaux.

En outre, au cours de l'année 2017, l'État a apporté son expertise aux directions des entreprises et aux institutions représentatives du personnel dans les procédures d'information-consultation de projets de licenciements économiques collectifs, afin d'en assurer la sécurité juridique et de mettre en place les mesures d'accompagnement les plus adaptées aux caractéristiques des salariés licenciés.

6 plans de sauvegarde de l'emploi ont été validés. Le nombre d'emplois concernés est demeuré limité et, ceci, majoritairement dans des grandes entreprises locales avec plusieurs départs volontaires.



## FOCUS

### UNE CROISSANCE SOUTENUE ET UN TERRITOIRE ATTRACTIF

Avec plus de 100 000 emplois créés en 20 ans, l'agglomération nantaise est la 8<sup>e</sup> agglomération de France en termes d'emplois, et le département de Loire-Atlantique le 12<sup>e</sup> en termes de population.



Le directeur régional adjoint des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, responsable de l'unité départementale de Loire-Atlantique lors de l'édition « Carnet de Vol Alternance » organisée par la société Airbus au titre de l'année 2017.



## FOCUS

### STX ET LES ÉNERGIES MARINES RENOUVELABLES

Les chantiers navals ont fait le pari de la diversification en investissant dans les énergies marines renouvelables.

Ainsi, deux sous-stations électriques ont été produites au bénéfice du projet éolien Arkona en Allemagne et du champ d'éoliennes Rentel en Belgique. STX équipera bientôt, et de la même façon, trois parcs éoliens offshore français : Guérande, Courselles et Fécamp.



Réception à l'occasion de la traditionnelle galette offerte par les élèves du centre de formation de la chambre des métiers et de l'artisanat des Pays de la Loire.



Déplacement du secrétaire d'Etat chargé du numérique, Mounir MAHJoubi, en présence de Serge BOULANGER, secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, pour visiter l'association PING, association de médiation numérique nantaise

Concernant le recours au chômage partiel, 2017 marque une diminution importante dans le nombre de demandes des entreprises, 264 dans l'année, avec une baisse de 33 % du volume d'heures indemnisables et une baisse des heures réellement chômées de 21 % sur l'année. Au total, 1 053 000 heures de chômage partiel ont été autorisées.

En 2015 avaient été mis en place deux fonds mutualisés de revitalisation dans le département, un premier au bénéfice de la création d'entreprise et de l'économie sociale et solidaire géré par le fonds de développement solidaire et un second à vocation généraliste animé par Loire-Atlantique développement.

De plus, en 2017, le dispositif local d'accompagnement, porté par le fonds de développement solidaire en Loire-Atlantique, a accompagné 117 structures associatives et de l'économie sociale et solidaire. Sur ces 117 accompagnements, 55 sont des structures expertisées en 2016 et ayant bénéficié d'un suivi en 2017, 53 % sont de nouveaux entrants.

Le financement du dispositif local d'accompagnement est assuré, pour une part majoritaire, par l'État, mais aussi par la Région, la Caisse des Dépôts et Consignations et le fonds social européen.

Enfin, en 2017, l'État a financé 1 583,6 Équivalents Temps Plein (ETP) d'insertion au sein de 65 structures de l'insertion par l'activité économique, ayant bénéficié à 5 979 personnes, pour un montant global de 18 965 610 euros (dont 15 565 330 euros de part de l'État), dont les principales masses financières sont réparties comme suit :

- › 28 ateliers chantier d'insertion : 14 419 397 euros pour 746,7 ETP et 2 024 bénéficiaires ;
- › 18 associations intermédiaires : 369 514 euros pour 286 ETP et 2 499 bénéficiaires ;

- › 16 entreprises d'insertion : 150 530 euros pour 311,5 ETP et 664 bénéficiaires ;
- › 3 entreprises de travail temporaire d'insertion : 1 026 178 euros pour 239,4 ETP et 762 bénéficiaires.

À ces financements s'ajoutent 914 579 euros de part modulable versés en fonction de critères de résultats et 311 000 euros de crédits dédiés au soutien, au développement et à la consolidation des structures de l'insertion par l'activité économique, dans le cadre du fonds départemental d'insertion.

Concernant, spécifiquement, le financement d'aides aux postes au sein des entreprises adaptées,

875 aides pour l'emploi de travailleurs handicapés ont été attribuées dans les 13 entreprises adaptées du département, à hauteur de 11 863 875 millions d'euros.



## FOCUS

### L'AIDE AU DÉPLOIEMENT DE LA GARANTIE JEUNES

La Garantie Jeunes, dispositif d'accompagnement renforcé mis en œuvre par les missions locales à destination des jeunes qui ne sont ni en études, ni en formation, ni en emploi, a fait l'objet d'une généralisation au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

Dans le département, en 2017, 758 jeunes en ont bénéficié. Outre le montant de l'allocation versée chaque mois (480 euros), l'État finance son accompagnement renforcé à hauteur de 1600 euros, en sus du financement des missions locales dans le cadre de la convention pluriannuelle d'objectifs.

### COMPÉTENCES 2020

Les services de l'État poursuivent la mise en œuvre de Compétences 2020, dispositif de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences sur les activités aéroportuaires et aéronautiques.



## FOCUS LE CONTRÔLE DES DÉCLARATIONS DE DÉTACHEMENT TRANSNATIONAL

Les entreprises installées hors du territoire national qui réalisent une prestation de services en France doivent effectuer une déclaration préalable obligatoire, sur un système d'information unique accessible par voie numérique. Ces déclarations permettent, notamment, à l'inspection du travail de vérifier les conditions de détachement.

De 3862 en 2016, le nombre de ces déclarations est passé, dans le département, à 7226 en 2017, et le nombre de salariés concernés de 14 666 à 22 685. Cette hausse résulte à la fois d'un effet déclaratif et de la forte croissance des activités économiques en Loire-Atlantique.

# FAIRE VIVRE L'ÉGALITÉ RÉPUBLICAINE



La cohésion sociale implique le renforcement du lien social pour l'ensemble de la population et, plus spécifiquement, l'inclusion sociale des personnes vulnérables.

## ► UNE RÉPONSE HUMAINE ET EFFICACE AU DÉFI MIGRATOIRE

En 2017, avec le soutien des services de l'État, le service intégré d'accueil et d'orientation a mis en place un nouveau système d'information partagé entre les services sociaux et les gestionnaires de structure d'hébergement.

2836 personnes ont été reçues au guichet unique d'accueil des demandeurs d'asile de la préfecture de la Loire-Atlantique.

1 317 places ont été occupées cette année et 519 migrants accueillis dans les centres d'accueil et d'orientation du département.

Le dispositif d'hébergement d'insertion a également été renforcé avec la création de 100 places en résidences sociales jeunes et en maisons-relais. L'hébergement d'urgence a été ajusté en fonction des températures hivernales.

L'État a, par ailleurs, organisé en 2017 l'accueil en Loire-Atlantique, au titre des programmes européens de relocalisation et de

réinstallation, respectivement de 75 et 197 personnes.

## ► LE RENFORCEMENT DE L'ACCÈS AU LOGEMENT SOCIAL

En 2017, l'État, les collectivités territoriales et les bailleurs sociaux ont mobilisé plus de 13 millions d'euros pour renforcer l'accessibilité des ménages les plus modestes au logement social.

3 600 logements sociaux ont été financés.

236 ménages ont pu faire valoir leur droit à un logement opposable.

Dans le même temps, le nombre d'expulsions locatives a diminué de 18 %, par rapport à l'année 2016.

100 places supplémentaires d'hébergement ont été créées en résidences sociales pour jeunes et en maisons-relais. 4200 personnes ayant appelé le 115 ont trouvé un hébergement d'urgence d'une ou de plusieurs nuits, et 120 ménages antérieurement hébergés ont pu accéder à un logement autonome.

## UNE RÉPONSE AU DÉFI MIGRATOIRE

En 2017, **1 670 places d'hébergements** ont été ouvertes pour accueillir les demandeurs d'asiles et en centres d'accueil et d'orientation.

## L'INVESTISSEMENT EN FAVEUR DU LOGEMENT SOCIAL

En 2017, **3 600 logements sociaux** ont été financés en Loire-Atlantique.

La mise en œuvre du programme « Habiter mieux » a été accélérée. Ce programme vise à améliorer le confort thermique et à combattre, frontalement, la précarité énergétique qui touche encore un parc de logements important. Avec le concours de l'Agence Nationale de l'Habitat, l'État a engagé 7 millions d'euros pour financer la réhabilitation énergétique de plus de 1 000 logements, tout au long de l'exercice 2017.

Par ailleurs, le « chèque énergie », nouveau dispositif d'aide au paiement de la facture d'énergie à destination des ménages dis-



17 octobre 2017. Point presse sur le programme de rénovation énergétique « Habiter Mieux », réalisé chez une habitante de Saint-Sébastien-sur-Loire ayant bénéficié de ce programme.

posant de revenus modestes, tendant à remplacer les tarifs sociaux de l'énergie, a été déployé.

Pour la région Pays de la Loire, 23 millions d'euros, soit 4 % de l'enveloppe nationale, vont être répartis auprès de 160 000 bénéficiaires, pour un chèque énergie moyen de 144 euros par bénéficiaire.

### ► LA DÉFINITION D'UNE POLITIQUE DE LA VILLE AMBITIEUSE

La Loire-Atlantique comprend 19 quartiers politique de la ville, dans lesquels vivent 64 000 habitants. 15 de ces quartiers sont situés dans l'agglomération nantaise (communes de Nantes, Saint-Herblain, Rezé et Orvault), 3 à Saint-Nazaire et 1 à Châteaubriant.

Trois contrats de ville portant sur la période 2015-2020, ont été signés au niveau des agglomérations nantaise, nazairienne et castelbriantaise. Ils fédèrent l'État et ses opérateurs, les collectivités locales, ainsi que les grands partenaires de la politique de la ville (Caisse des Dépôts et Consignations, Pôle Emploi et bailleurs sociaux). Les associations ont également été associées à cette démarche contractuelle.

### ► DÉVELOPPER LA RICHESSE DE LA VIE ASSOCIATIVE ET SPORTIVE

L'État a octroyé près de 1,7 millions d'euros aux associations sportives. Près de 24 % de l'enveloppe a été consacrée aux habitants des quartiers de la politique de la ville.

Par ailleurs, près d'un tiers de la population de la Loire-Atlantique détient une licence sportive. Ainsi, 76 contrôles ont été effectués dans les établissements recevant ces publics et 464 qualifications d'éducateur sportif ont été délivrées.



Inauguration du centre aquatique de l'Estuaire en présence de Madame Marie-Hélène VALENTE, sous préfète de l'arrondissement de Saint-Nazaire.

### ► OFFRIR LE MEILLEUR À NOTRE JEUNESSE

Le dispositif « 100 % de réussite au cours préparatoire » concerne quarante classes à Nantes et douze à Saint-Nazaire. Les effectifs des classes sont limités à douze élèves, pour permettre aux professeurs des écoles d'assurer, dans les meilleures conditions, la transmission des compétences essentielles du CP (lecture, écriture, mathématiques, respect d'autrui). Les enseignants concernés ont bénéficié, en 2017, de formations et d'un accompagnement soutenu.

Par ailleurs, 105 projets éducatifs communaux ou inter-communaux ont été renouvelés en 2017. Au cours de l'année scolaire, les collectivités signataires en Loire-Atlantique ont bénéficié du fonds de soutien de l'État au développement des activités périscolaires, à hauteur de 6,8 millions d'euros.

Le plan départemental d'actions pour la jeunesse, présentant trente actions mises en œuvre en application du plan national « Priorité jeunesse », a été adopté dès mars 2017.

Enfin, 2100 jeunes du département ont effectué une mission de service civique, soit une augmentation de 32 % des effectifs de volontaires par rapport à 2016, avec 117 nouveaux organismes pour les accueillir.



## FOCUS

### UNE VIE ASSOCIATIVE EN MOUVEMENT

#### LE SAVIEZ-VOUS ?

Le département compte 27 000 associations animées par plus de 270 000 bénévoles. **En 2017, plus de 1 600 associations ont été créées.**



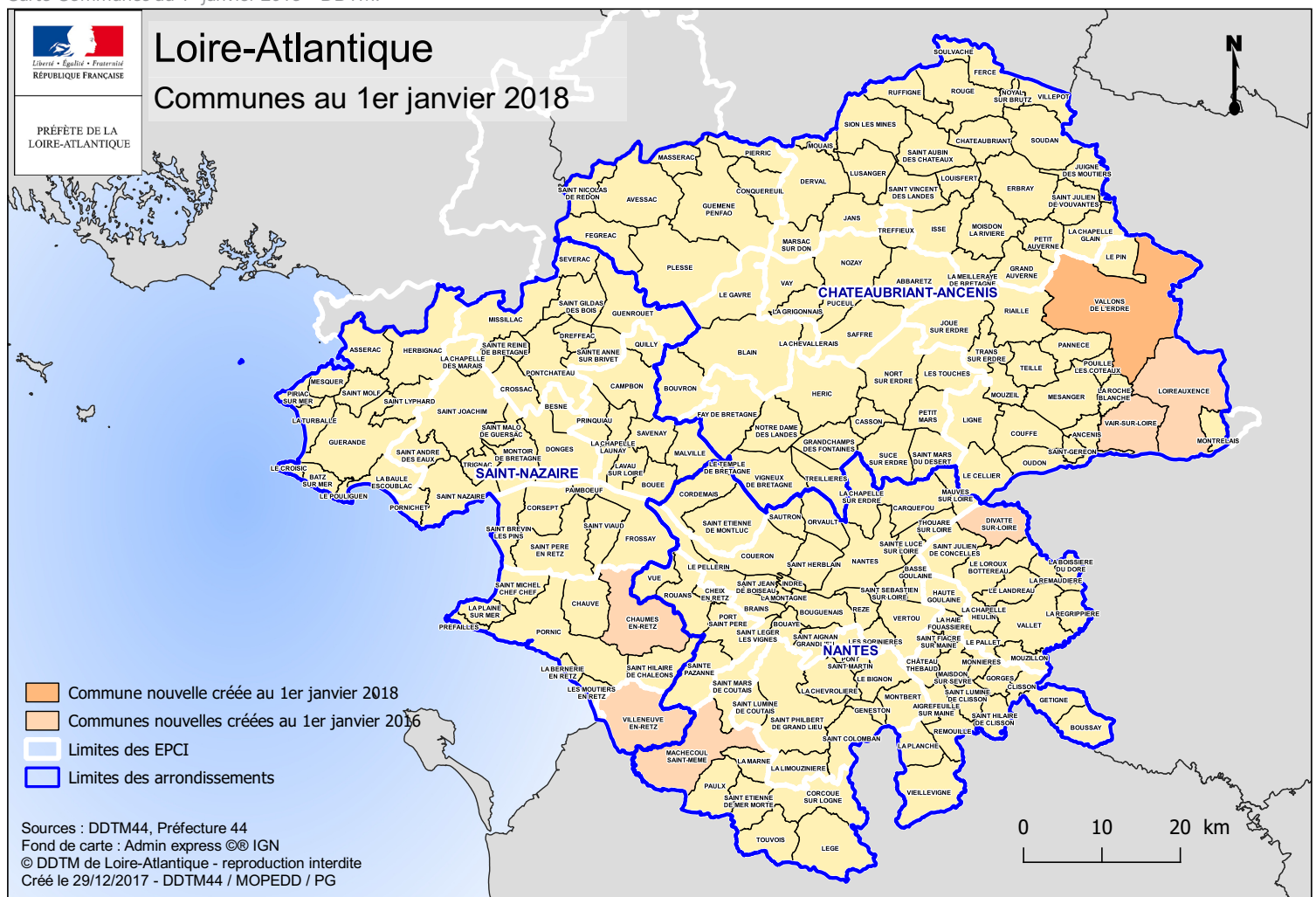
Cérémonie de naturalisation en préfecture

# TRANSFORMER L'ÉTAT ET ACCOMPAGNER LES COLLECTIVITÉS



La modernisation de l'action publique a pour but de construire des services publics plus proches des citoyens, et plus efficaces. Il s'agit de repenser le rôle des services de l'État et d'accompagner les collectivités territoriales afin de simplifier l'action publique et dessiner une nouvelle carte institutionnelle.

Carte Communes au 1<sup>er</sup> janvier 2018 – DDTM.



## ▶ LE CONSEIL JURIDIQUE AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

En 2017, les services de l'État ont accompagné 57 procédures intercommunales, liée à la nouvelle compétence obligatoire « gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre, à la création de la commune nouvelle « Vallons-de-l'Erdre » et à la procédure de modification des limites communales, départementales et régionales entre Mouais et Grand-Fougeray.

## ▶ SIMPLIFIER ET SE MODERNISER

L'État a déployé pour vous des points numériques en préfecture de la Loire-Atlantique, dans les sous-préfectures et à la maison de l'État d'Ancenis.

Par ailleurs, depuis le 1er mars 2017, l'autorisation environnementale unique permet d'instruire, en une seule procédure, toutes les autorisations liées à la réglementation environnementale française et européenne. La première en date dans le département a concerné la raffinerie Total de Donges.

Concernant les collectivités territoriales, 73 % des actes transmis aux services de l'État pour contrôle de légalité et 80,7 % des budgets également transmis l'ont été via la plateforme numérique @ctes.

## ▶ TRANSFORMER L'ÉTAT DÉCONCENTRÉ

Dans le cadre du schéma directeur de l'immobilier en région des Pays de la Loire 2018-2022, le projet de regroupement de 7 services de l'État (direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale ; direction inter-régionale de la mer Nord-Atlantique Manche-Ouest et des Douanes sera financé sur un budget opérationnel de programme, doté de 50 millions d'euros pour la durée d'investissement quadriennale 2018-2022.



Travaux d'embellissement de la sous-préfecture de Saint-Nazaire.

Il consiste à réaliser à l'arrière de la parcelle « Doumergue » sur l'île de Nantes, actuellement occupée par le service des retraites de l'État et la direction départementale de la protection des populations, un bâtiment de 15 000 m<sup>2</sup> de surface de plancher, dont 2 000 m<sup>2</sup> dédiés à la restauration collective et 650 postes de travail. L'opération de construction vise à offrir des conditions de travail modernes et fonctionnelles aux agents, à répondre aux exigences de performance énergétique et environnementale et à apporter une réponse innovante aux normes de la politique immobilière de l'État, en proposant un bâtiment modulable et adaptable à l'évolution du contexte administratif.

**Créée au 1er janvier 2017, la maison de l'État d'Ancenis** regroupe, sur un même site, différents services de l'État dont la proximité demeure une priorité dans le cadre de la création de l'arrondissement unique de Châteaubriant-Ancenis.

Fruit d'un dialogue étroit avec les élus locaux, elle a été construite dans une approche volontairement interministérielle et offre un lieu d'accueil qui s'est enrichi, le 1er août 2017,

d'une permanence de la Caisse primaire d'assurance-maladie et, le 7 février 2018, d'un relais de la Caisse d'allocations familiales.



**FOCUS**

UNE PRÉFECTURE A VOTRE SERVICE

24h/24

En 2017, **5 255** permis de conduire, **148 155** cartes grises et **12 816** titres de séjour ont été délivrés en préfecture de la Loire-Atlantique

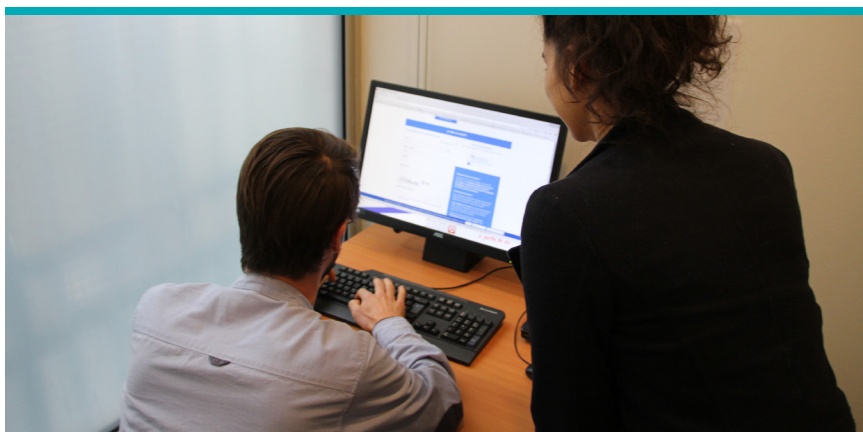
**217 379** appels reçus et un standard accessible 24h24, 7j/7

Le 7 juin 2018, la préfecture de la Loire-Atlantique a ouvert sa page Facebook.

Suivez-y en temps réel l'actualité des services de l'État dans le département, les informations officielles lors d'épisodes de crise, les événements organisés par les services de l'État et l'activité des partenaires locaux.



Facebook Préfète des Pays de la Loire/Préfète de la Loire-Atlantique



# L'ACTION DE L'ÉTAT EN LOIRE-ATLANTIQUE

# 2017

SUIVEZ- NOUS SUR TWITTER ET FACEBOOK



Direction de la publication :

Madame Nicole KLEIN,  
Préfète de la région Pays de la Loire,  
Préfète de la Loire-Atlantique

Rédaction et réalisation :

Préfecture de la Loire-Atlantique

Crédits photographiques : Présidence de la République (service audiovisuel unité photographique) -  
Préfecture de la Loire-Atlantique (SRCI et Compte Twitter) - Préfecture maritime de l'Atlantique - Direction départementale  
des territoires et de la mer de Loire-Atlantique - Service départemental d'incendie et de secours de Loire-Atlantique -  
Commune de Saint-Herblain - Société Airbus - Valéry Joncheray

